

## MEURTRE DE PHILIPPINE : LE PATRIARCAT NE CONNAIT NI COULEUR, NI ORIGINE

Le 21 septembre était découvert dans le bois de Boulogne le corps d'une étudiante de 19 ans, Philippine, violée puis tuée. Quelques jours plus tard était arrêtée en Suisse la personne suspectée. Un ressortissant marocain faisant l'objet d'une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) qui fut enfermé au CRA (Centre de Rétention Administrative) de Metz. Un nouveau prétexte à la surenchère raciste.

Le viol et le meurtre de Philippine marquent le **104eme féminicide de cette année 2024**. Il est, comme les autres, le résultat d'un système de domination répondant au nom de patriarcat. Ce système ne connaît **ni couleur, ni religion, ni situation administrative.** Il traverse les frontières, les classes, les générations. L'actuel procès de Mazan ne le démontre-t-il pas une nouvelle fois ?

Et pourtant, comme à l'accoutumée, de nombreuses forces politiques, extrême droite en tête, ainsi que leurs relais médiatiques, préfèrent dénoncer l'immigration comme cause de tous les maux. La récupération politique la plus abjecte du meurtre de Philippine et de l'émotion légitime qu'il suscite, est à l'œuvre.

Les statistiques démontrent pourtant que les violences sexistes et sexuelles dont les féminicides ont lieu très majoritairement au sein de la famille, sans aucun lien avec une origine quelconque. Prétendre qu'enfermer et expulser davantage les etranger.es réduirait les féminicides est une absurdité qui n'y changera rien!

Comble de l'hypocrisie, ceux qui récupèrent le meurtre de Philippine à des fins racistes sont les mêmes qui restent habituellement muets lorsque l'assassin est blanc et/ou français, les mêmes qui votent contre les droits des femmes !

## Retailleau parle, le RN applaudit

Le nouveau ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau n'est pas en reste de cette récupération politique. Après avoir affirmé sa volonté d'inscrire dans la loi le doublement du temps de rétention des étranger.e.s faisant l'objet d'une OQTF, il s'est carrément déclaré favorable à un référendum sur l'immigration, mesure phare du RN. La porte-parole de ce parti a d'ailleurs qualifié Bruno Retailleau de "porte parole du RN", tout est dit!

Le nouveau ministre de l'intérieur tout comme le RN, ont en effet en commun de vouloir diriger la colère contre les immigré.es et non contre les capitalistes et les gouvernements qui les servent. C'est pourtant bien eux qui s'attaquent à nos droits, cassent les services publics et précarisent une partie toujours plus grande de la population, faisant par là même le terreau du racisme et de l'extrême droite.

La politique du bouc émissaire n'a jamais servi qu'à diviser les travailleurs et travailleuses et à dresser les peuples les uns contre les autres.

## Immigration et insécurité : en finir avec l'amalgame

À l'opposé de ce qui est martelé depuis des années par certains politiciens et médias, rien ne justifie de lier la

question de l'immigration à celle de l'insécurité. Les études réalisées dans différents pays concluent sans ambiguïté que les immigrés ne sont pas à l'origine d'une augmentation des taux d'infraction dans les pays d'accueil. Elles mettent en lumière d'autres caractéristiques favorisant la délinquance, autres que celles de l'origine et commune à tou.te.s. La précarité économique reste par exemple un des principaux déterminants de la délinquance, quelle que soit l'origine.

Une politique qui précarise, isole, enferme et violente, non contente de ne rien résoudre, ne peut qu'accentuer les caractéristiques propres à favoriser la délinquance. L'insécurité, c'est leur politique anti-sociale, pas les immigrés!

## L'enfermement, une politique inutile et indigne

Bruno Retailleau a déclaré vouloir "expulser plus" et propose pour cela de doubler le nombre de places en CRA ainsi que le temps maximal de rétention. D'une part au sein des CRA, environ 80% des expulsions sont réalisées dans les 6 premiers jours de rétention. D'autre part, si le nombre d'enfermements est en augmentation constante depuis des années, on remarque qu'il ne se traduit pas par une augmentation des expulsions.

Ces deux mesures ne répondent donc même pas à la volonté affichée d'expulser davantage mais ne servent que des stratégies électorales.

En tout état de cause, les CRA sont des prisons qui ne disent pas leurs noms dans lesquelles règnent des conditions d'enfermement largement décriées par tou.te.s : nourriture insuffisante, locaux insalubres et mal entretenus, absence de soins, etc. Ces enfermements ont des conséquences dramatiques et trop souvent irréversibles pour celles et ceux qui les subissent.

Plus que jamais, notre coordination continuera à lutter contre la construction d'un CRA à Nantes.

Face au meurtre de Philippine et à tous les féminicides, nous lutterons contre le patriarcat. Face à toute récupération raciste, nous opposerons la solidarité.

Nantes, le 6 octobre 2024

Colere Nantes - CRA ni ici ni ailleurs

**X** COLEREnantes

colere-nantes.fr

© Colere.nantes

contact@colere-nantes.fr

